

Une voix: Mais si.

M. Baldwin: Je l'ai dit l'automne dernier.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, je voudrais maintenant demander au premier ministre de nous dire, quand il fera sa déclaration cet après-midi à la Chambre, si le pipe-line sera construit, quand et comment. Je pense qu'il devrait nous indiquer avec précision quel genre de pipe-line ce sera. Sera-ce un pipe-line réversible? A notre avis, il le faudrait.

La deuxième méthode dont il est question dans cette analyse est la nécessité d'accroître la capacité des réservoirs de fuel dans l'Est du Canada. Depuis longtemps, notre parti affirme qu'il faut construire des réservoirs supplémentaires et aujourd'hui je dis au premier ministre qu'il devrait nous dire si cela va se faire. Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre s'il compte étaler la hausse des prix après le blocage et maintenir les prix canadiens un peu au-dessous des prix mondiaux. Telle est notre position et il est temps que le premier ministre nous fasse connaître la sienne.

Si le premier ministre accepte la nôtre j'espère qu'il passera à la deuxième étape et offrira l'équivalent à l'Ouest du Canada en moyens de transport par exemple, pour lui permettre de mieux supporter la concurrence des marchés mondiaux. J'espère que le premier ministre profitera de sa déclaration pour indiquer si le gouvernement envisage de fixer un prix pour le fuel domestique au moyen d'une subvention du Trésor fédéral au besoin et cela pour tous les Canadiens qui en auraient besoin cet hiver. Telle est notre politique et je souhaiterais que le premier ministre puisse accepter ce point de vue.

● (1550)

Monsieur l'Orateur, j'ai dit en passant que nous ne croyons pas connaître tous les faits qui nous permettraient de juger si le bill C-236 devrait être accepté dans ses moindres détails. Nous croyons que les faits doivent être révélés. J'ai parlé du comité des ressources nationales et des travaux publics, mais je signale que ce comité de la Chambre, dont la tâche est d'étudier les questions des ressources énergétiques, n'a pas siégé depuis six mois. Malgré tout, le gouvernement a jugé bon de permettre au comité de ne pas siéger pour entendre des témoins et essayer de découvrir les faits réels en ce qui a trait à la situation qui prévaut actuellement au Canada.

Le gouvernement a laissé entendre qu'il y avait une crise.

M. Baldwin: Il siège là-bas.

M. Stevens: J'insiste sur le fait qu'on aurait dû normalement s'attendre à ce que le gouvernement demande au comité des ressources nationales et des travaux publics d'étudier la question de l'énergie, un programme convenable de sécurité pour les Canadiens ainsi qu'un programme d'établissement des prix, et il n'a pas été convoqué depuis six mois. Comme l'a mentionné un député, en réalité, nous de ce côté-ci avons demandé à plusieurs reprises que le comité soit convoqué. Nous croyons que le gouvernement n'a pas justifié sa position, et j'ose espérer que le premier ministre (M. Trudeau) expliquera sur quoi il se fonde pour

Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie

dire qu'il y aura une crise importante de l'énergie cet hiver et que cette crise justifie les pouvoirs étendus que le gouvernement réclame par le bill C-236.

Une fois de plus, si je puis me permettre, j'aimerais parler de ce comité et de sa réunion de mars où il a été question d'une pénurie possible de fuel dans l'est du Canada. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) à son tour a posé la question à M. Howland qui était président de l'Office national de l'énergie. Monsieur Howland avait alors déclaré qu'en se fondant sur une réduction éventuelle des approvisionnements mondiaux de combustible, le Canada ne souffrirait pas d'une grave pénurie durant 5.5 mois. J'estime que nous avons le droit de savoir quelle a été la différence dans les mois suivants. Pourquoi nous dit-on maintenant tout d'abord que le Canada doit accepter une pénurie mondiale éventuelle de 20 p. 100 parce que les compagnies particulières affirment que nous devons l'accepter et deuxièmement, pourquoi une pénurie de 20 p. 100 aurait des conséquences si néfastes au Canada, lorsque l'ancien président de l'Office national de l'énergie dit que même si le Canada devait partager une réduction de 25 p. 100, il en souffrirait peu avant 5.5 mois?

J'estime que le premier ministre doit fournir à la Chambre une explication au sujet de la taxe d'exportation qui, a-t-il dit, n'est pas permanente. Qu'est-ce que le gouvernement propose de faire avec cette taxe, quelles nouvelles mesures pourrait-il y substituer? Je remarque que le ministre des Finances (M. Turner) est parmi nous aujourd'hui et je dois dire que je suis très étonné, comme l'ont été mes collègues, que lui-même et son sous-ministre ignorent même que le Canada avait prélevé des taxes d'exportation dans le passé. De fait, ils ne savaient même pas qu'il y a une loi, la loi sur les exportations, dans nos recueils de lois qui prévoit des taxes d'exportation.

Il n'y a pas de doute: le gouvernement va tout à fait à la dérive. Il a perdu sa route, il n'a pas de politique et, malheureusement, nous en avons la preuve avec l'énergie. J'espère que le premier ministre nous dira dans sa déclaration comment il se propose d'aider les pauvres à acquitter la note plus élevée de fuel cet hiver. Quelles mesures entend-il prendre pour soulager le plus possible les pauvres qui pourraient souffrir de la crise dont parle le gouvernement?

Jusqu'à maintenant j'ai abordé des questions qui se rattachent au pétrole et à l'énergie en général, mais nous ferions bien de penser qu'on nous demande d'approuver à l'étape de la deuxième lecture un bill d'une très grande portée. Il est juste d'exiger, en plus des éclaircissements sur les points que j'ai indiqués à propos de l'énergie, que le gouvernement nous fasse connaître ses prévisions sur ce que sera la situation du chômage en 1974.

M. Baldwin: Nous savons ce qu'elle sera après les prochaines élections.

M. Stevens: Quel sera le niveau de la production industrielle au Canada en 1974, selon lui?

Une voix: Il sera élevé.

M. Stevens: Quel sera le niveau de croissance réelle et quel sera le taux d'inflation?